

## POSTFACE

Les six témoins interviewés dans le cadre de ce rapport ont exprimé une diversité de points de vues sur les différents défis auxquels fait face la région. Cette diversité est stimulante. Elle est d'abord le reflet de la sensibilité de chacun au travers de son histoire personnelle comme de ses responsabilités présentes et passées. La plupart d'entre eux expriment pourtant deux convictions confortées par les analyses développées dans le rapport. La première conviction est que l'action publique doit prendre en compte les acteurs dans leur diversité et travailler aux différents niveaux. La seconde est que la région est un cadre pertinent d'action pour relever ensemble certains défis.

Sur le premier sujet, l'analyse rejoint celle des travaux de l'étude prospective sur l'Afrique en 2025. Cette étude insistait déjà sur le fait que le destin de l'Afrique dépend d'abord de ses forces vives. C'est de leurs choix économiques et politiques, de leur aptitude à réaliser la synthèse entre la tradition et la modernité, de leur capacité à bâtir des politiques d'intégration régionale, que dépend l'avenir du continent. Le troisième scénario que propose cette étude, baptisé *les lions marquent leur territoire*, exprime l'idée que les Africains doivent prendre en compte non seulement les dimensions matérielles, environnementales et économiques du développement, mais aussi les dimensions culturelles, symboliques et politiques. Dans ce scénario, ils ne renient pas leur histoire, restent fidèles au territoire de leurs ancêtres mais le transforment en tirant parti des savoirs du XXI<sup>ème</sup> siècle. Ceci leur permet de réaliser un développement qui implique une croissance de la production de biens et de services - et une répartition plus équitable de ces biens et services -, ainsi qu'un accroissement du degré de liberté dont disposent tous les hommes d'une communauté, plus de démocratie et la possibilité d'entretenir les liens sociaux dont chacun a besoin pour son épanouissement.

Sur le second sujet, celui de la construction régionale, il paraît possible d'aller plus loin dans les propositions à faire aux responsables politiques. L'analyse transversale montre que quatre propositions sont de nature à apporter une contribution déterminante aux défis de la construction de l'Afrique de l'Ouest. Deux sujets émergent au plan politique : conforter la mobilité et le droit d'installation des personnes dans la région ; s'appuyer sur les cultures, dans toute leur diversité, pour accompagner les processus de changement. Deux initiatives sont proposées pour structurer l'espace économique, comme le charbon et l'acier l'ont fait pour l'Europe. Il s'agit de créer en Afrique de l'Ouest un marché commun du riz et une communauté de l'énergie.

Aminata Traoré, dans une remarque liminaire à son interview, nous met collectivement au défi de ne pas nous arrêter après la publication du rapport. Elle indique sa déception que l'étude sur les perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest (WALTPS) n'ait pas donné lieu à davantage de débat après sa publication. C'est bien tout l'enjeu de ce rapport conjoint entre la CEDEAO et le CSAO qui ne constitue qu'une première pierre à l'édification d'une vision régionale partagée. Il ne doit pas être considéré comme un travail abouti, mais comme un outil au service d'un processus de concertation et d'échanges entre les acteurs réellement impliqués dans leur région et leurs partenaires. Pour que, en 2020, la CEDEAO devienne vraiment une communauté non seulement des États mais des peuples, il y a encore du chemin à faire auquel ce rapport ambitionne d'apporter sa contribution.